

## TEXTE D'ORIENTATION MAJORITAIRE

CONGRES DE L'UNEF DE LYON DEBUT JUILLET 1967

---

### I - ANALYSE DE L'UNIVERSITE

Le rôle de l'Université tel qu'il se dessine aujourd'hui, ne peut être compris qu'en l'opposant à celui de l'Université libérale. Celle-ci appartenait aux superstructures de la formation économique-sociale : elle n'avait que des liens indirects avec le processus productif, tandis qu'elle assumait une fonction primordiale dans la diffusion de l'idéologie bourgeoise.

#### a) Analyse historique

L'institution universitaire n'était pas essentielle au développement de l'économie libérale. La "libre entreprise" se chargeait en grande partie de la formation professionnelle, alors que le niveau de développement des techniques ne requérait pas, pour le plus grand nombre des postes de travail, une qualification très élevée. L'Université transmettait un acquis théorique que venaient enrichir des recherches isolées, mais surtout, gardienne d'un patrimoine culturel, elle inculquait aux étudiants les croyances et les "valeurs" de la société, tant par les méthodes que par le contenu de son enseignement. Son rôle était faible dans le processus économique, mais il était primordial dans la diffusion de l'idéologie de la classe dominante, puisqu'elle formait les "capacités", l'élite de la société, selon les modèles idéologiques de la bourgeoisie libérale. Passer par l'Université, c'était recevoir moins une formation professionnelle approximative que la marque d'insertion dans le projet d'une "carrière".

Cette définition de l'Université s'est imposée aussi longtemps que la nature de l'économie n'a pas exigé d'elle un autre rôle.

Mais l'évolution technologique, le passage à la concurrence monopolistique, l'intervention puis la planification de l'Etat, ont considérablement modifié les conditions de fonctionnement de l'économie, et, partant, la place de l'Université vis-à-vis de cette économie.

Le progrès scientifique, les innovations majeures ont entraîné une augmentation immédiate du coût de la production, du fait des besoins de recherche, de formation, de matériel technique. Mais ce développement des forces productives n'a en aucune façon modifié les rapports de production : la contradiction fondamentale du capitalisme demeure toujours entre forces productives et rapports de production. Ce qui importe pour les entreprises est d'assumer à leur profit les innovations technologiques afin de pouvoir subir les lois de l'économie du marché sans augmenter le coût de la production. Ce qui entraînera une compression des coûts et dans la mesure du possible, une augmentation de la production afin de maintenir le taux de profit nécessaire. Ce qui implique que le capitalisme doit avoir le contrôle des instruments de recherche et de formation.

C'est en ce sens que la Science fait partie intégrante du processus de production, et qu'elle ne peut se concevoir indépendamment du mode de production au sein duquel elle se développe. Le capitalisme tend à contrôler la Science comme force productive (à distinguer de la Science comme puissance intellectuelle du travail) en tant qu'elle est source de plus-value relative.

Au-delà de cette utilisation des découvertes scientifiques, il est indispensable au capitalisme de pouvoir agir sur la structuration de la société. Cela se manifestera au niveau de la formation des cadres, de la place du

technicien dans l'entreprise, du rôle assigné aux Sciences Sociales, et de toutes les modalités d'adaptation : la hiérarchie sociale aux normes tant idéologiques qu'économiques (cf. Propension à consommer) exigées par le développement de la production capitaliste.

A l'heure actuelle, l'Université est incapable de répondre aux besoins exprimés par l'industrie : demande de brevets, de personnel très qualifié (ingénieurs, docteurs en sciences) et moins qualifié (I.U.T.). Elle fournit de la haute culture. Pour résoudre cette inadaptation, l'Etat a entrepris de modifier la structure de l'Université : jusqu'à présent, elle était incapable de répondre à ses missions essentielles, recherche, formation professionnelle, éducation permanente. C'est à l'Etat donc de répondre à ces problèmes de même qu'il a répondu en organisant l'économie.

#### b) La double intervention de l'Etat

##### - Fonction productive

Cette intervention de l'Etat se manifestera par la prise en charge de la formation professionnelle et de la recherche. Cette prise en charge sera d'ailleurs contrôlée par l'économie capitaliste. L'Etat abandonne son rôle d'arbitre du régime libéral, et devient l'élément primordial de la production capitaliste : d'une part, il organise le marché et la production en favorisant la création de monopoles ; d'autre part, il assure aux entreprises les moyens de leur production en exerçant une fonction fondamentale dans le développement des forces productives.

Il nous appartient de définir avec précision les besoins de l'industrie capitaliste compte tenu du système d'organisation qui a été mis en place. D'abord, il nous faut définir précisément quels sont les besoins en matière de recherche : le Colloque de Caen a assez bien défini quelles devaient être les conditions de recherche à l'université afin que le produit de cette recherche soit repris par les entreprises pour les besoins de la production. Il s'agit de reprendre à son compte l'irruption de la science dans l'Enseignement Supérieur. Aujourd'hui, l'Université est l'endroit où se forme la quasi unanimité des chercheurs. Ainsi la distance entre recherche fondamentale, recherche appliquée et développement technique est extrêmement réduite. Les découvertes les plus abstraites (comme les schémas mathématiques) ont une application industrielle (programme pour ordinateurs).

Ainsi, la recherche entre de plein pied dans les forces de production. Cela implique :

1°) que les enseignants chercheurs soient des producteurs;

2°) que le néo-capitalisme par le biais du contrôle étatique (et souvent par les entreprises elles-mêmes, cf. Colloque de Caen), s'approprie quasi-exclusivement ce moyen de production

3°) que, par le biais de l'orientation et de la sélection, on a privilégié les équipes de pointe qui pourront, dans des conditions satisfaisantes, se consacrer à la recherche dans des voies longues qui seront autant de "chasses gardées".

Ainsi, on découvre les besoins de l'industrie et sa vision de l'Université. Elle a besoin de découvertes (brevets) et de cadres, pour les appliquer à des niveaux de qualification très différents. C'est donc la formation des cadres moyens que la ségrégation va atteindre le plus. En réalité, il s'agit pour l'industrie d'avoir, à côté de ses chercheurs, un personnel suffisamment qualifié pour mettre en application les découvertes scientifiques. Ce personnel ne jouera aucun rôle au niveau de la recherche fondamentale, mais sera capable de créer techniquement les produits.

Il ne sera pas nécessaire, certes, de donner à ces techniciens une formation très élevée, mais leur qualification se situera dans une très bonne connaissance de leur spécialité. Cela d'ailleurs jouera non seulement dans les sciences physiques mais aussi dans les sciences humaines, au niveau de la formation des maîtres, tout autant que de la formation des sociologues et des psychologues qui seront plus des auxiliaires du patronat que des chercheurs.

Cela ne va pas sans résistance du corps professoral. Cependant on peut prévoir un changement des structures (universités inter-disciplinaires, départements de recherches), un changement de méthode (enseignement au rabais dans les petites universités et enseignement de haute qualité dans les grandes universités).

Enfin, il est surtout prévu d'aiguiller une grande masse d'étudiants vers la voie courte (licence d'enseignement, -I.U.T.). Une petite partie demeurera dans la voie longue. Il n'est prévu aucune possibilité de recyclage, aucune passerelle n'est envisagée entre les différents types d'enseignements.

#### - Fonction idéologique

L'analyse de la fonction de l'Université montre que la remise en cause de l'Université libérale a eu pour corollaire le développement de la fonction productive au détriment de la fonction idéologique. Néanmoins, cette fonction idéologique demeure ; il s'agit de continuer à présenter les modèles culturels de la bourgeoisie. Cela ne se limite pas au contenu de l'enseignement mais se retrouve aussi dans les méthodes de transmission du savoir (individualisme, irresponsabilité, dogmatisme).

Un aspect du rôle idéologique de l'enseignement est lié directement à la finalité de l'Université : on fait apparaître toute acquisition des connaissances comme impliquant une montée dans la hiérarchie sociale. Cela rejoint le rôle du contenu de l'enseignement qui est de préparer les futurs cadres à leur place dans la société.

Ainsi, par ce biais, l'Université garde son caractère de classe. Cela est particulièrement important pour les étudiants orientés dans les voies courtes. Ceux-ci, issus de milieux moins favorisés, doivent s'insérer dans la bourgeoisie, ce qui ne peut reposer que sur un mythe idéologique dans la mesure où ces futurs cadres ne seront pas dirigeants mais exécutants.

#### c) Champ-d'action-autonome-universitaire

L'enseignement supérieur ne correspond point à une application pure et simple d'un phénomène économique, mais cherche au contraire à s'adapter à travers des procédures qui lui sont propres.

Ainsi on peut dire que l'Université est un champ social reflétant les contradictions de la société, non pas de façon mécaniste mais en ayant un certain décalage entre elle-même et la société globale.

Malgré cela, il n'en demeure pas moins, comme nous l'avons dit, que l'Université est partie de la société de classes, à laquelle elle participe aussi bien par la diffusion de l'idéologie de la bourgeoisie que par les mécanismes d'orientation et de sélection qui lui permettent de répondre aux besoins de l'industrie.

Cela a un certain nombre de conséquences, quant au niveau des luttes à mener. D'une part, une action commune des étudiants, chercheurs, enseignants s'impose pour transformer les méthodes pédagogiques, les statuts de la recherche, etc... D'autre part, la lutte sur la formation professionnelle et par conséquent sur l'emploi ne peut passer que par des luttes avec les syndicats

ouvriers, concernés par toutes les mesures prises en matière de formation professionnelle.

## II - L'INTERVENTION SYNDICALE

La fonction du syndicat a donné lieu à de multiples débats dans l'UNEF, débats parfaitement imaginaires parce que n'ayant jamais été prolongés d'applications suivies.

Nous tenons à préciser que si tant est que l'efficacité ait un sens, celle-ci guidera notre conception du syndicat. Nous ne tenterons donc pas de résoudre dans l'imaginaire des contradictions inhérentes à l'existence même d'une organisation syndicale étudiante.

Le syndicat étudiant a pour fonction la transformation démocratique de l'Université dans le sens du développement des forces productives, et, la prise de conscience politique des étudiants

Qu'est-ce à dire ?

1°) La lutte pour la démocratisation de l'Université ne se limite pas à une intervention sur l'élargissement social de son recrutement et une amélioration d'abord quantitative de l'état de fait. Les revendications quantitatives et matérielles ne visent qu'à peser sur la contradiction entre développement de besoins sociaux et les lois du profit. En ce sens, ces revendications sont justes et peuvent participer d'une stratégie mettant en cause le système. Mais leur insuffisance est manifeste dans la mesure où, d'une part le néo-capitalisme s'efforce d'intégrer les forces productives à son propre fonctionnement et que, d'autre part, c'est à un niveau structurel que se joue l'essentiel des transformations de l'université. Les problèmes posés par la crise de l'université dépassent toutes revendications se situant en termes d'amélioration démocratique de la situation présente.

De même, si la réduction des handicaps sociaux-culturels qui pèsent sur les étudiants d'origine populaire (processus de ségrégation et de relégation au niveau de la pédagogie du contenu et du contrôle des naissances...) doit sous-tendre une partie de nos objectifs, elle ne constitue pas l'essentiel de l'intervention syndicale. D'une part, l'essentiel des mécanismes d'orientation et de sélection se situent dans le primaire et le secondaire, d'autre part, ce serait réduire le syndicat à la paralysie face à des projets de réforme dont le caractère de classe se mêle étroitement à des exigences économiques.

Nous devons situer les objectifs de la lutte là où se joue la transformation de l'Université : son changement de fonction nécessité par le développement des forces productives.

En ce sens, nous devons agir simultanément sur

- Le développement optimum et le contrôle de la recherche ainsi que les transformations structurelles, pédagogiques, et de contenu qui peuvent permettre l'accès de tous à la fonction de chercheur.

- L'acquisition d'une véritable formation professionnelle polyvalente, méthodologique et scientifique, seule garantie contre le chômage, seul moyen de recyclage éventuel. Le développement de l'éducation permanente à l'Université en est le corollaire.

- La reconnaissance de l'utilité sociale du travail étudiant, par son financement intégral par l'Etat, sous forme d'une allocation d'études pour tous sur critères universitaires. Cette revendication fondamentale doit être reliée à

celles portant sur l'emploi (financement par l'Etat du recyclage des salariés, des secteurs et entreprises condamnés par l'évolution technologique et la concentration monopoliste).

La relative autonomie de l'Université permet le développement de luttes fondées sur cet objectif dans la mesure où nous pouvons obtenir des réformes et des satisfactions importantes qui ne sont pas subordonnées à un changement radical du rapport de forces dans la société et par cela même au préalable politique d'une prise de pouvoir de la gauche. Il ne faut cependant pas se leurrer. Tant que ne sera pas nouée, sur des objectifs précis, une alliance entre le mouvement ouvrier et socialiste partis et syndicats, organisation étudiante, syndicats enseignants et chercheurs, aucune lutte ne pourra prétendre enrayer de façon décisive le processus de technocratisation de l'Université.

2°) Le syndicat étudiant vise à la prise de conscience politique des étudiants. C'est précisément le lieu de la pédagogie syndicale. C'est seulement à travers une pratique militante que les étudiants peuvent prendre conscience des déterminations économiques, idéologiques et politiques qui pèsent sur l'Université et de la nature du préalable politique auquel est soumise une réelle démocratisation. Sans transformation de milieu, il n'est pas de stratégie pour le syndicat. En ce sens une intervention syndicale qui se veut non moderniste doit, à travers la pratique syndicale, opérer simultanément la transformation de l'Université et celle du milieu.

Ainsi, l'allocation d'Etudes permet simultanément la reconnaissance, l'utilité sociale du travail étudiant et la transformation du milieu dans la mesure où sont amenuisés les rapports de dépendance et d'irresponsabilité qui pèsent sur les étudiants. Mais il est clair que nous devons aussi intervenir sur des secteurs sans liens directs avec la pratique universitaire : jeunesse, loisirs, santé, culturel, social, international... Il est regrettable que ceux-ci aient été abandonnés.

Ainsi la prise de conscience politique des étudiants passe, à travers la solidarité aux mouvements de libération dans le monde (étudiants en particulier), par une compréhension de la signification des conflits internationaux. Une intervention sur le loisir est un des moyens permettant la prise de conscience des rapports de consommation individualisants que le néo-capitalisme tente d'imposer pour mystifier les travailleurs. Enfin une action coordonnée avec certains mouvements de jeunes peut relier certaines revendications des jeunes travailleurs, et des étudiants, et par cela même donner les moyens d'un rapport de forces plus favorable des mouvements de jeunes avec le pouvoir.

La réanimation de ces divers secteurs prend place dans le projet de reconstruction de l'UNEF comme organisation étudiante de masse et progressiste. Quelles qu'en soient les implications théoriques quant à une cohérence qui n'a été jusqu'alors qu'imaginaire, il est important d'affirmer que si la pratique universitaire constitue le lieu principal de l'intervention de l'UNEF, celle-ci ne saurait en aucun cas s'y confondre

Cette explication de la fonction du syndicat n'a de valeur qu'en rapport avec l'analyse de ses limites. Celles-ci tiennent principalement à quatre éléments : l'idéologie qui pèse sur les étudiants, le rapport de force avec le pouvoir, la nécessité d'un relais politique et la liaison entre luttes étudiantes et luttes ouvrières.

#### Limites tenant au rapport des forces

L'état du mouvement et la réduction de son autonomie politique vis-à-vis des forces démocratiques assignent un certain nombre de limites au

contenu de notre campagne de rentrée. Un rapport de forces favorable n est pas envisageable dans l'immédiat sur l'aspect fondamental de notre orientation la réforme des structures universitaires et le contrôle de celles-ci par les intéressés. Un rapport de forces favorable dépendra d'un redressement à moyen terme de l'UNEF, de sa capacité à provoquer l'adhésion des étudiants, et de les mobiliser sur ses objectifs.

Extrait du fascicule intitulé Eléments pour une histoire du Mouvement Etudiant avant Mai 1968 – Centre de Coordination et de Recherche sur le Mouvement Etudiant – (vraisemblablement écrit en 1970)